

COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES MERCREDI 22 FEVRIER

Le Conseil des Ministres s'est réuni le mercredi 22 février 2006, au Palais de la Présidence de la République au Plateau, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Laurent GBAGBO, Président de la République.

Avant d'aborder l'ordre du jour, le Président de la République a évoqué un point de l'actualité internationale concernant la fuite d'un chef de gang du nom de Youssouf FOFANA qui, après avoir perpétré en France un acte criminel à coloration anti-sémite, se serait réfugié en Côte d'Ivoire. Le Chef de l'Etat qui a réaffirmé son attachement au respect des droits de la personne et sa ferme opposition à toute forme de racisme, a indiqué que l'Etat de Côte d'Ivoire mettra tout en œuvre pour faciliter l'enquête ouverte par la Justice française en vue de retrouver le suspect. Abordant l'ordre du jour, le Conseil a examiné un projet de décret et entendu diverses communications.

I – DECRET

Mesure générale Au titre du Ministère de l'Intérieur

Sur présentation du ministre et après délibérations du Conseil, le Président de la République a signé un décret portant organisation du Ministère. Ce décret prend en compte les missions dévolues précédemment à trois départements ministériels, à savoir le Ministère d'Etat, Ministère de l'Administration du Territoire, le Ministère de la Sécurité Intérieure et le Ministère des Cultes. Le cadre organique qu'il met en place permettra au département ministériel concerné d'atteindre les objectifs qui lui sont assignés, notamment la mise en œuvre et le suivi de la politique de décentralisation, la sécurité des personnes et des biens, la gestion des cultes ainsi que l'appui :

- A la réunification du pays ;
- Au redéploiement de l'Administration ;
- A l'identification des personnes ;
- Et à l'organisation des élections.

II – COMMUNICATIONS

A - Mesures Générales

Au titre du Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Le Conseil a entendu une communication verbale relative à la réunion spéciale du Gouvernement sur les problèmes fonciers.

La communication fait le point de la réunion spéciale tenue par le Gouvernement le lundi 20 février 2006. Elle indique notamment :

- Que la question foncière est bien contenue dans la feuille de route du Premier ministre et de son Gouvernement et qu'elle a une influence réelle sur le processus de paix ;
- Qu'il faut rechercher et trouver une solution définitive à ce problème. La communication met également l'accent sur le fait que la législation et la réglementation existent, mais qu'elles ne permettent pas en l'état actuel des données de trouver des solutions idoines. La question est alors de savoir s'il ne faut pas les diffuser à nouveau auprès des populations, en vue d'une meilleure applicabilité. La communication relève aussi la nécessité de la mise en œuvre des structures prévues par les textes. Elle indique par ailleurs qu'en recherchant profondément les causes de ces problèmes fonciers, l'on se rend compte que la pauvreté y a un rôle non négligeable. C'est dire que la lutte contre la pauvreté constitue un élément important devant être classé au titre des priorités du Gouvernement.

Il résulte de ce qui précède, la nécessité de proposer des solutions portant sur les politiques :

- d'emploi de jeunes
- de réhabilitation de certaines zones du pays
- de diversification des produits agricoles.

Le Président de la République a, quant à lui, rappelé que le vrai problème social aujourd'hui, en dehors de la crise qui frappe le pays, c'est bien celui de la terre. En effet, la démographie galopante que connaît la Côte d'Ivoire qui est passée en 40 ans de 3.000.000 à 17.000.000 d'habitants, est une des causes des litiges fonciers ; elle est à l'origine d'un mouvement important de populations qui s'orientent vers les zones forestières de l'Ouest et du Sud-Ouest du territoire national à la recherche de terres cultivables, notamment pour faire la culture du cacao. On note même à certains endroits dans le Sud-Ouest, un taux de présence des allogènes nettement plus important par rapport à celui des autochtones et des allochtones, ce qui peut être naturellement source de conflits.

Par ailleurs, le Chef de l'Etat a relevé que la politique de retour des jeunes dans les villages n'a pas atteint, pour des raisons diverses, les objectifs visés. Ce qui est surtout à retenir, c'est que les jeunes retournés au village ne deviennent pas tous des paysans, mais constituent pour une large part une catégorie sociale particulière qui veut ressembler à ceux restés dans les villes et notamment à Abidjan. Ne pouvant mener des activités rentables ou productives, et étant alors plus désœuvrés que jamais, ils se livrent au banditisme et à la délinquance, ce qui constitue un péril pour la nation. D'où la nécessité de la création d'emplois de jeunes dont il a été déjà fait cas ci-dessus.

Pour le Président de la République, il faut faire comprendre aux populations ivoiriennes, la nécessité de diversifier la production agricole et de sortir du carcan du binôme "café-cacao". Pour ce faire, il y a lieu de mettre en place un programme agricole adapté à nos réalités. C'est dire que la réflexion sur le sujet doit être encore menée de manière plus approfondie.

Le Conseil a adopté les conclusions de cette communication.

Au titre du Ministère d'État, Ministère du Plan et du Développement

Le Conseil a entendu une communication relative à la 3ème enquête à indicateurs multiples (MICS-3) en Côte d'Ivoire.

La communication définit l'enquête à indicateurs multiples (MICS-3) comme une opération de collecte de données sur la situation des enfants et des femmes, réalisée dans plusieurs pays en développement tous les cinq (5) ans depuis la décennie 1990, avec l'appui technique et financier de l'UNICEF.

Elle indique que la troisième enquête de ce genre dans notre pays, qui sera exécutée par l'Institut national de la statistique (INS), s'inscrit dans le cadre du programme de coopération "Gouvernement de Côte d'Ivoire - UNICEF" pour la période 2003-2007.

Cette enquête vise à :

- Disposer de données récentes, par sexe et par région, nécessaires à assurer la planification des interventions en faveur des populations en général, ainsi que des enfants et des femmes en particulier ;
- Evaluer les progrès accomplis à mi- parcours vers l'atteinte des objectifs du millénaire pour le Développement ;
- Renforcer le suivi du programme de coopération "Côte d'Ivoire - UNICEF" au niveau national et local et améliorer la programmation des actions futures ;
- Renforcer les capacités nationales des ministères sociaux et des ONG et sensibiliser les populations et les décideurs aux manifestations de la pauvreté dans les familles et dans les groupes vulnérables ;
- Préparer le rapport de l'ONU sur la situation des enfants et des femmes dans le monde.

La communication précise les modalités et le chronogramme de réalisation de ladite enquête.

Elle indique le coût prévisionnel de l'opération, d'un montant de 310,6 millions de francs CFA.

Il est à noter que la réalisation effective de cette troisième enquête nécessite la mobilisation de ressources complémentaires.

Le financement qui sera apporté par les bailleurs de fonds, notamment l'UNICEF, appelle de la part de la Côte d'Ivoire la mise en place des fonds de contrepartie nationale à hauteur de 80 millions de francs CFA. Le Conseil a adopté les conclusions de cette communication.

Au titre du Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques

Le Conseil a entendu une communication relative à la participation du Laboratoire national d'appui au développement agricole (LANADA) à la campagne de distribution de semences agricoles aux agriculteurs du Liberia par la délégation du Comité international de la Croix Rouge de Monrovia.

La communication indique que la structure doit être autorisée à analyser entre 50 à 100 échantillons de semences de riz d'un kilogramme chacun, en provenance du Libéria, sur une période allant de février à avril 2006, et ce, en vue d'assurer la qualité de ces produits selon les normes établies par l'Association internationale des essais de semences (ISTA).

Elle relève que cette analyse, qui participe de la certification des semences agricoles, s'inscrit dans le cadre de la distribution de 1000 tonnes de semences de riz aux agriculteurs du Libéria durant la campagne 2006. Il est à préciser que l'analyse des semences se fera à Yamoussoukro dans le laboratoire de contrôle et de certification des semences agricoles. Le Conseil a adopté les conclusions de cette communication.

Au titre du Ministère Délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Communication

Le Conseil a entendu une communication relative à la couverture immédiate de l'ensemble du territoire national par les émissions de la radiodiffusion télévision ivoirienne (RTI).

La communication qui préconise la couverture immédiate du territoire national par les émissions de la RTI, indique que cette structure doit véhiculer à travers tout le pays des messages de paix et de concorde, dans le cadre de la réconciliation nationale. Elle précise que cette mission impartie au Gouvernement, à travers la RTI, vise à favoriser l'unité et la réconciliation nationales et est recommandée par l'Accord de Pretoria sur le processus de paix en Côte d'Ivoire.

La communication relève que la réhabilitation et la mise à niveau des centres émetteurs devant nécessairement se faire pour permettre cette couverture immédiate, l'Etat doit prendre en charge et ce, au titre des urgences, le financement du coût de l'opération d'un montant estimé à 5 486 516 000 F CFA.

Le Premier ministre, Ministre de la Communication a mis l'accent sur la nécessité pour le Gouvernement de veiller :

- Au contenu des programmes, en vue de favoriser la réconciliation nationale ;

- A la sécurité des installations.

Il a également indiqué que la garantie de la maîtrise du contenu des programmes et de la sécurité des installations permettra de trouver très rapidement des financements extérieurs.

Le Président de la République, après avoir rappelé que la couverture du territoire national par les émissions de la RTI est un point important de l'Accord de PRETORIA, a relevé que ce point rentre bien dans le cadre de la réunification du pays.

En effet, si la radio et la télévision nationales émettent dans tout le pays, toutes les populations qui entendront les mêmes paroles en même temps, seront au même niveau d'information.

Le Chef de l'Etat a ensuite instruit le Premier ministre, Ministre de l'Economie et des Finances, Ministre de la Communication, des dispositions utiles à prendre, en vue de trouver le financement de cette opération. Le Président de la République, après avoir lui aussi insisté sur la nécessité de la protection des installations, surtout celles qui se trouvent dans les régions les plus isolées comme, par exemple, Toulépleu et Koun-Fao, a félicité le Premier ministre et le Ministre délégué à la Communication pour avoir réactivé le dossier relatif à la couverture immédiate et totale du pays par les émissions de la RTI, et souhaité vivement que cette opération réussisse.

Le Conseil a adopté les conclusions de cette communication.

B- Mesures Individuelles

Au titre du Ministère des Affaires Etrangères

Le Conseil a donné son agrément à la nomination de :

- M. HARALAMBOS DAFARANOS en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Hellénique près la République de Côte d'Ivoire, avec résidence à Abuja, au Nigeria.
- M. KOVALTCHOUK OLEG VLADIMIROVITCH en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Fédération de Russie près la République de Côte d'Ivoire, avec résidence à Abidjan.
- M. ANTONIO FERNANDEZ ESTEBAN en qualité d'Attaché de Sécurité de l'Ambassade d'Espagne près la République de Côte d'Ivoire, avec résidence à Accra, au Ghana.

C - RÉUNIONS ET VOYAGES

Le Conseil a autorisé :

M. ACHI Patrick, ministre des Infrastructures Economiques, à conduire une délégation à Djeddah en Arabie Saoudite et à Khartoum au Soudan, dans le cadre de la recherche de financements complémentaires pour les lots 1 et 2 du projet de prolongement de l'autoroute du Nord.

M. DIBY Koffi Charles, ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances, à conduire une délégation pour prendre part à la conférence internationale de Paris sur le thème " Solidarité et mondialisation des financements innovants pour le développement et contre les pandémies ", qui se tiendra à Paris, les 28 février et 1er mars 2006.

Avant qu'il ne soit mis fin aux travaux, le Premier ministre a attiré l'attention du Conseil sur un incident qui s'est produit récemment à l'Université et qui touchait à la sécurité d'un membre du Gouvernement, le ministre des Infrastructures Economiques, M. ACHI Patrick.

S'étant rendu sur le campus universitaire pour prononcer une conférence sur invitation de responsables universitaires, le ministre s'est retrouvé dans une atmosphère hostile qui ne lui a pas permis de prononcer la conférence projetée. Sa sécurité étant alors gravement menacée, sa garde rapprochée a dû user de moyens forts, tirant des coups de feu en l'air pour frayer un passage au ministre et à sa délégation. Cette information a été donnée par le Premier ministre pour attirer l'attention du Gouvernement sur les questions de sécurité et les menaces qui pèsent sur tout le monde, même les plus hautes autorités de l'Etat. Mais en même temps et surtout, pour que de tels actes soient fermement condamnés et que des dispositions utiles soient prises pour les prévenir. A la suite du Premier ministre, le Président de la République a vivement condamné ces actes et relevé que le Gouvernement ne doit nullement se taire par rapport à ces comportements qui constituent un trouble à l'ordre public. Bien sûr, la situation sécuritaire n'est pas totalement maîtrisable par ces temps de crise, mais le Gouvernement doit réagir.

Fait à Abidjan, le 22 février 2006

Le Secrétaire général du gouvernement

Félix TYEOULOU-DYELA